

nière analyse, par les tribunaux si le règlement est contesté. Dans ce dernier cas, le procureur général du Canada aurait peut-être l'occasion de juger s'il doit intervenir.

LES ANCIENS COMBATTANTS

LE DÉPÔT D'UNE COURONNE AU MONUMENT AUX MORTS DE LA GUERRE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires des anciens combattants. Peut-il dire à la Chambre quel ministre doit déposer une couronne demain au monument aux morts au nom du gouvernement du Canada?

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, ce sera le premier ministre suppléant.

M. Marshall: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il expliquer pourquoi le premier ministre lui-même ne déposera pas la couronne?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES PÊCHES

LA CONSERVATION DES RESSOURCES MARINES ET LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je poserai ma question au secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts. L'honorable député a-t-il des précisions à offrir quant au résultat des entretiens de fin de semaine entre le premier ministre et U Thant sur le projet de conservation de nos ressources marines ainsi que sur le contrôle de la pollution des hautes mers?

M. E. F. Whelan (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts): Non, monsieur l'Orateur, je n'ai rien à annoncer.

LES FINANCES

LA COMMISSION NATIONALE DES VALEURS

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, une question pour le ministre de la Consommation et des Corporations. Comme la liste de bills déposée par le premier ministre à l'ouverture de la session ne semble contenir aucune référence à un bill traitant d'une société canadienne ou nationale des valeurs, le ministre aurait-il abandonné

l'idée de créer une telle commission? Dirait-il à la Chambre quel progrès on a fait, disons depuis le mois de juin, pour obtenir la permission de créer un organisme de ce genre?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, c'est non pour la première partie de la question. Pour le reste, le gouvernement n'a pas encore arrêté sa position.

LA FONCTION PUBLIQUE

LE QUOTA DE LA CAMPAGNE DE LA PLUME ROUGE

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État. La Division de la fonction publique de la Fédération des œuvres a-t-elle atteint son quota lors de la récente campagne de la Plume rouge? Si oui, le gouvernement fera-t-il une déclaration pour effacer l'impression, laissée récemment à une émission de télévision, que c'était en grande partie la faute de la Division de la fonction publique si la Fédération des œuvres n'avait pas atteint le montant fixé?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): D'après les renseignements que je possède, monsieur l'Orateur, les employés de la Fonction publique ont non seulement atteint, mais dépassé l'objectif qui leur avait été fixé dans ce double appel et, peut-être, en effet, faudrait-il accueillir la suggestion du député et un communiqué à ce sujet.

LES OCCASIONS D'EMPLOI POUR LES FEMMES

[Traduction]

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au président du Conseil du Trésor. En son absence, puis-je la poser à un ministre qualifié pour y répondre, qui pourrait la prendre comme préavis. Étant donné que pendant la fin de semaine le président de la Commission de la fonction publique a évoqué l'inégalité des débouchés qui s'offrent aux femmes dans la fonction publique, le ministre étudiera-t-il cette question pour faire bientôt une déclaration à la Chambre?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je doute que la question ait été posée sous une forme réglementaire. Le député devrait la poser directement au lieu de réclamer un commentaire du ministre sur une déclaration faite en dehors de la Chambre.